

# REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Le Président

## LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2012

Kinshasa, Juillet 2012

## **EXPOSE DES MOTIFS**

*La loi de finances de l'exercice 2012 s'élabore dans un contexte caractérisé par :*

- *le début d'un nouveau quinquennat à l'issue des élections présidentielle et législatives de 2011, visant la consolidation de la paix, la reconstruction et la modernisation du pays ;*
- *la mise en œuvre du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté de deuxième génération pour la période de 2011 à 2015, qui renferme des politiques publiques à l'horizon 2015 ;*
- *l'entrée en vigueur de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques qui consacre, notamment l'approche de gestion axée sur les résultats et qui abroge la loi financière n°83-003 du 23 février 1983 telle que modifiée et complétée par l'ordonnance-loi n°87-004 du 10 janvier 1987 ;*
- *la mise en œuvre du programme du Gouvernement approuvé par l'Assemblée Nationale en mai 2012, qui fixe ses objectifs sur les six axes ci-après :*
  - 1°. *la poursuite et le financement des réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat ;*
  - 2°. *la consolidation de la stabilité macroéconomique et l'accélération de la croissance et la création d'emplois ;*
  - 3°. *la poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures de base ;*
  - 4°. *l'amélioration du cadre de vie et des conditions sociales de la population ;*
  - 5°. *le renforcement du capital humain et de l'éducation à la citoyenneté ;*
  - 6°. *le renforcement de la diplomatie et de la coopération au développement.*

*Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement a inscrit dans la loi de finances de l'exercice 2012 un train de mesures et de réformes en matière de mobilisation des ressources et d'encadrement des dépenses.*

*Il convient de relever que l'entrée en vigueur de la loi relative aux finances publiques a entraîné un changement dans la présentation de la loi de finances, laquelle ne va plus contenir les recettes propres des provinces. La présente loi de finances ne présente donc que le budget du pouvoir central.*

*Le cadre macroéconomique sous-tendant l'élaboration des prévisions budgétaires de 2012, aussi bien au niveau central que provincial, fixe les indicateurs de la manière suivante :*

- *Taux de croissance du PIB* : **6,6%**
- *Déflateur du PIB* : **9,7%**
- *Taux d'inflation moyen* : **12,7%**
- *Taux d'inflation fin période* : **9,9%**
- *Taux de change moyen* : **939,12 FC/USD**
- *Taux de change fin période* : **967,59 FC/USD**
- *PIB nominal (en milliards de FC)* : **17.260,9**

*Ainsi, la loi de finances de l'année 2012 présente un budget en équilibre tant en recettes qu'en dépenses, évalué à **6.609,2 milliards de FC**, soit **38,6%** du PIB et un taux d'accroissement de **5,0%** par rapport au Budget de l'exercice 2011 fixé à **6.296,6 milliards de FC**.*

*Les recettes de **6.609,2 milliards de FC** comprennent les recettes internes du Pouvoir central de l'ordre de **4.260,3 milliards de FC** représentant **64,5%** des recettes totales et les recettes extérieures de **2.348,9 milliards de FC** représentant **35,5%**.*

*Les recettes internes sont constituées des recettes courantes de l'ordre de **4.143,3 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles chiffrées à **117,0 milliards de FC**.*

*Les recettes courantes de **4.143,3 milliards de FC** représentent **62,7%** des recettes totales, soit **24,0%** du PIB et un taux d'accroissement de **35,1%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2011 situé à **3.066,8 milliards de FC**. Elles sont composées des recettes des douanes et accises évaluées à **1.500,0 milliards de FC**, des recettes des impôts chiffrées à **1.427,8 milliards de FC**, des recettes non fiscales estimées à **747,8 milliards de FC** et des recettes des pétroliers producteurs fixées à **467,6 milliards de FC**.*

Les recettes exceptionnelles, constituées du pas de porte minier, sont évaluées à **117,0 milliards de FC** représentant **1,8%** des recettes totales et **0,7%** du PIB.

Les recettes extérieures de **2.348,8 milliards de FC** représentent **35,5%** des recettes totales, soit **13,6%** du PIB. Elles enregistrent une baisse de **22,0%** par rapport à leur niveau prévisionnel de 2011 et sont constituées des recettes d'appuis budgétaires et des recettes de financement des investissements.

Les recettes d'appuis budgétaires sont évaluées à **323,9 milliards de FC**. Elles comprennent les dons budgétaires de l'ordre de **30,4 milliards de FC**, les ressources PPTTE de **193,5 milliards de FC** et les allègements au titre de l'Initiative de l'Annulation de la Dette Multilatérale chiffrés à **100,0 milliards de FC**.

Les recettes de financement des investissements sont estimées à **2.025,0 milliards de FC** comprenant les dons projets de l'ordre de **1.621,9 milliards de FC** provenant de divers bailleurs et les emprunts projets chiffrés à **834,7 milliards de FC** dont l'essentiel est financé par la Chine à raison de **157,8 milliards de FC** et la Banque Mondiale pour **193,8 milliards de FC**.

A l'instar des recettes, les dépenses projetées en 2012 se chiffrent à **6.609,2 milliards de FC**, à raison de **3.604,1 FC** au titre de dépenses courantes et de **3.005,1 FC** au titre de dépenses en capital.

Telle est la quintessence de la loi de finances de l'année 2012. Elle comprend cinq parties, à savoir :

- les dispositions générales ;
- les dispositions spécifiques aux ressources ;
- les dispositions spécifiques aux charges ;
- les dispositions diverses et particulières ;
- les dispositions finales.

**LOI DE FINANCES N° 12/ 002 DU 20 JUILLET 2012  
POUR L'EXERCICE 2012**

---

**L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;**

**Le Président de la République promulgue la Loi dont  
la teneur suit :**

**PREMIERE PARTIE :  
DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La présente loi s'applique aux finances du pouvoir central.

Elle contient les dispositions relatives aux ressources et aux charges du pouvoir central de l'exercice 2012 et fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux provinces conformément à la Constitution et à la loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques.

**Article 2 :**

Les recettes et les dépenses du pouvoir central de l'exercice 2012 ainsi que les opérations de trésorerie y rattachées sont régies conformément aux dispositions de la présente loi.

**Article 3**

Les ressources et les charges inscrites au budget du pouvoir central de l'exercice 2012 sont fixées conformément aux documents et états annexés à la présente loi.

**Article 4**

Le pouvoir central exécute son budget en équilibrant les charges courantes par des ressources internes. Il peut recourir au produit des emprunts intérieurs, des dons et legs intérieurs, aux subventions affectées à des projets ou activités spécifiques ainsi qu'aux ressources extérieures.

Le recours aux avances de la Banque Centrale est strictement prohibé.

**Article 5 :**

Tout projet de loi, toute décision ou convention quelconque pouvant avoir une répercussion immédiate ou future, tant sur les recettes que sur les dépenses ainsi que tout acte d'administration portant création d'emploi, extension des cadres organiques, ou modification du statut pécuniaire des agents de carrière des services publics du pouvoir central, doivent être soumis à l'avis préalable du ministre ayant le budget dans ses attributions et, le cas échéant, du ministre ayant les finances dans ses attributions dans le cas prévu à l'article 108 de la loi relative aux finances publiques.

**Article 6 :**

Les opérations financières du pouvoir central, sous la forme notamment d'emprunts, de prêts, de garanties, de subventions ou de prises de participations sont conclues par le ministre ayant les finances dans ses attributions après avis du ministre ayant le budget dans ses attributions. Elles ne peuvent entrer en vigueur que si une loi les autorise.

Toutefois, en cas des vacances parlementaires, les conventions financières de prêts ou d'emprunts peuvent être approuvées par une ordonnance-loi du Président de la République. Dans ce cas, un projet de loi de ratification est déposé immédiatement au Parlement pour entériner cette approbation.

## **DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RESSOURCES**

### **Article 7 :**

Les ressources de l'exercice 2012 sont constituées des ressources internes et des ressources extérieures classifiées par nature, conformément à l'article 34 de la loi relative aux finances publiques.

### **Article 8 :**

Il ne peut être établi d'impôts que par la loi.

Il ne peut être établi d'exemption ou d'allégement fiscal qu'en vertu de la loi.

La loi fixe la nomenclature des autres recettes locales et les modalités de leur répartition.

Conformément à l'article 122 point 10 de la Constitution, les règles relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature sont fixées par la loi.

### **Article 9 :**

Tout texte portant exonération des droits de douanes, des impôts et taxes fiscales, création, modification d'un impôt ou d'une taxe fiscale ou parafiscale doit recevoir l'approbation préalable du ministre en charge des finances sous peine de nullité.

### **Article 10 :**

La taxe sur la valeur ajoutée sur la consommation des biens et services ainsi que sur l'importation est mise en application par la présente loi, conformément aux taux et modalités de recouvrement prévus par l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée.

## **Article 11**

Le taux de taxation de l'impôt sur le bénéfice et profit passe de **40** à **35%** dans le cadre de la présente loi.

## **Article 12**

L'impôt sur le revenu à charge des membres des institutions politiques et de leurs cabinets sera intégralement appliqué dans le cadre de la présente loi.

Le mode de recouvrement est déterminé par la législation fiscale en vigueur.

## **Article 13**

Les recettes courantes de l'exercice 2012 sont arrêtées à **4.143.292.306.769 FC** (*Quatre mille cent quarante-trois milliards deux cent quatre-vingt-douze millions trois cent six mille sept cent soixante-neuf Francs Congolais*).

Les recettes exceptionnelles sont fixées à **117.000.000.000 FC** (*Cent-dix-sept milliards Francs Congolais*).

Les recettes extérieures sont chiffrées à **2.348.878.903.004 FC** (*Deux mille trois cent quarante-huit milliards huit cent soixante dix-huit millions neuf cent trois mille quatre Francs Congolais*).

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'**annexe I**.

### **TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX CHARGES**

## **Article 14**

Les charges sont présentées conformément à la nomenclature des dépenses en vigueur.

Elles sont également présentées selon les axes ou objectifs du programme du Gouvernement, conformément à l'article 37 de la Loi relative aux finances publiques.

## Article 15

Aucune dépense ne peut être exécutée :

- si elle ne rentre pas dans les compétences du pouvoir central, telles que définies dans la Constitution et la loi ;
- si elle n'a pas été définie par un texte régulièrement adopté et publié par l'autorité compétente ;
- si les crédits nécessaires ne sont pas disponibles au budget de l'Etat ;
- si elle correspond à des opérations financées en tout ou partie sur ressources extérieures pour lesquelles la mobilisation des fonds y relatifs n'est pas effective.

## Article 16

Les obligations financières créées par toute loi, ordonnance, règlement ou contrat ne deviennent certaines et définitives qu'avec l'ouverture des crédits correspondant au budget du pouvoir central.

## Article 17

Les dépenses courantes sont composées des natures ci-après :

- La dette publique en capital arrêtée à **300.349.433.967 FC** (*Trois cent milliards trois cent quarante neuf millions quatre cent trente trois mille neuf cent soixante sept Francs Congolais*).
- Les frais financiers évalués à **244.445.225.794 FC** (*Deux cent quarante quatre milliards quatre cent quarante-cinq millions deux cent vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-quatorze Francs congolais*).
- Les dépenses de personnel arrêtées à **1.383.706.981.770 FC** (*Mille trois cent quatre-vingt-trois milliards sept cent six millions neuf cent quarante-vingt-un mille sept cent soixante-dix Francs congolais*).
- Les dépenses de biens et matériels chiffrées à **129.580.049.219 FC** (*Cent vingt-neuf milliards cinq cent quatre-vingts millions quarante-neuf mille deux cent dix-neuf Francs congolais*).

- Les dépenses de prestations arrêtées à **319.182.208.885 FC** (*Trois cent dix-neuf milliards cent quatre-vingt-deux millions deux cent huit mille huit cent quatre-vingt-cinq Francs congolais*).
- Les transferts et interventions de l'Etat évalués à **1.226.791.207.128 FC** (*Mille deux cent vingt-six milliards sept cent quatre-vingt-onze millions deux cent sept mille cent vingt-huit Francs congolais*).

Ces dépenses sont réparties conformément aux annexes **III, IV, V, VI, VII** et **VIII**.

Les dépenses en capital sont constituées de natures suivantes :

- Les dépenses d'équipements arrêtées à **1.568.846.922.309 FC** (*Mille cinq cent soixante-huit milliards huit cent quarante-six millions neuf cent vingt-deux mille trois cent neuf Francs congolais*).
- Les dépenses de construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrages et d'édifices et acquisition immobilière chiffrées à **1.416.403.024.976 FC** (*Mille quatre cent seize milliards quatre cent trois millions vingt-quatre mille neuf cent soixante-seize Francs congolais*).

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes **IX** et **X**.

## **Article 18**

Les allègements au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'initiative de l'annulation de la dette multilatérale inscrits dans le Budget 2012 sont affectés aux dépenses de lutte contre la pauvreté.

## **Article 19**

Les dépenses de personnel comprenant les rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat civils et militaires sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le ministre ayant le budget dans ses attributions.

Les rémunérations transférées en provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente loi.

## **QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET PARTICULIERES**

### **Article 20**

En attendant la révision du Règlement Général sur la Comptabilité Publique, qui fixe les procédures et les modalités d'exécution du budget de l'Etat suivant l'esprit de la nouvelle Loi relative aux finances publiques, le Ministre ayant le budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière.

### **Article 21**

Pour un suivi efficient de l'exécution du budget de l'Etat et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le ministre ayant les finances dans ses attributions transmet journallement au ministre ayant le budget dans ses attributions la situation des versements et des décaissements du Compte Général et des Sous-Comptes du Trésor Public.

### **Article 22**

Les recettes à caractère national allouées aux provinces s'élèvent à **1.568.846.922.309 FC** (***Mille cinq cent soixante-huit milliards huit cent quarante-six millions neuf cent vingt-deux mille trois cent neuf Francs congolais***) conformément à l'annexe **XI**.

### **Article 23**

La date limite des engagements des crédits du budget de l'Etat pour l'exercice 2012 est fixée au 31 octobre 2012.

La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2012 est fixée au 15 décembre 2012.

La période complémentaire, réservée à l'apurement des encours et à la séparation des exercices comptables, court du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2013.

## **CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 24**

L'exécution du budget de l'Etat de l'année 2012 doit être conforme aux lois et règlements en vigueur.

### **Article 25**

La présente loi prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE I :  
SYNTHESE DU BUDGET 2012**

<b>N°</b>	<b>RECETTES</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>A</b>	<b>RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)</b>	<b>4 260 292 306 769</b>
1	RECETTES COURANTES	4 143 292 306 769
2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	117 000 000 000
<b>B</b>	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>2 348 878 903 004</b>
	<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>6 609 171 209 773</b>
<b>CODE</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	300 349 433 967
2	FRAIS FINANCIERS	244 445 225 794
3	DEPENSES DE PERSONNEL	1 383 706 981 770
4	BIENS ET MATERIELS	129 580 049 218
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	319 182 208 886
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 226 791 207 128
7	EQUIPEMENTS	1 588 713 078 034
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	1 416 403 024 976
	<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>6 609 171 209 773</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE II :  
SYNTHESE DES RECETTES**

N°	RECETTES	MONTANT (EN FC)
<b>A</b>	<b>RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)</b>	<b>4 260 292 306 769</b>
<b>I</b>	<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>4 143 292 306 769</b>
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	1 500 000 000 000
1.2.	Recettes des Impôts	1 427 841 850 817
1.3.	Recettes non Fiscales (DGRAD)	747 829 084 549
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	467 621 371 403
1.4.1.	<i>DGI</i>	184 914 990 138
1.4.2.	<i>DGRAD</i>	282 706 381 265
<b>II</b>	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	117 000 000 000
2.1.	Bonus sur contrat chinois	75 000 000 000
2.2.	Pas de porte minier	42 000 000 000
<b>B</b>	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>2 348 878 903 004</b>
<b>I</b>	<b>Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires</b>	<b>323 871 716 153</b>
1.1.	Dons Budgétaires	30 421 000 000
1.2	Ressources PPTE	193 450 716 153
1.3.	Ressources Allègements IADM	100 000 000 000
<b>II</b>	<b>Recettes Extérieures de Financement des Investissements</b>	<b>2 025 007 186 851</b>
2.1.	Dons Projets	1 621 939 076 365
2.2.	Emprunts Projets	403 068 110 486
	<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>6 609 171 209 773</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE III :  
DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL**

<b>CODE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>1</b>	<b>DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL</b>	<b>300 349 433 967</b>
11	Dette intérieure	70 000 000 000
12	Dette extérieure	230 349 433 967

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE IV :  
FRAIS FINANCIERS**

<b>CODE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>2</b>	<b>FRAIS FINANCIERS</b>	<b>244 445 225 794</b>
21	Intérêts sur la dette	217 688 300 186
22	Autres frais financiers	26 756 925 608

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE V :  
DEPENSES DE PERSONNEL**

<b>CODE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>3</b>	<b>DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>1 383 706 981 770</b>
32	Rémunération du personnel actif de l'Etat	875 952 138 654
34	Dépenses accessoires de personnel	507 754 843 116

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE VI :  
BIENS ET MATERIELS**

<b>CODE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>4</b>	<b>BIENS ET MATERIELS</b>	<b>129 580 049 218</b>
41	Fournitures et petits matériels	61 751 526 080
42	Pièces de rechange pour équipements	2 448 648 062
43	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	10 346 450 160
44	Produits alimentaires, agro-alimentaires et accessoires	37 092 424 552
45	Textiles, insignes et habillement	14 840 604 112
46	Matériaux de construction et quincaillerie	3 100 396 252

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE VII :  
DEPENSES DE PRESTATIONS**

<b>CODE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>5</b>	<b>DEPENSES DE PRESTATIONS</b>	<b>319 182 208 886</b>
51	Dépenses de base	110 774 166 056
52	Publicité, communiqué, impression, reproduction, reliure	22 601 404 470
53	Transport	45 410 932 020
54	Location Immobilière, Equipements et Marériels	18 243 367 389
55	Entretien et Réparation de Matériels et d'Equipements	13 853 065 695
56	Soins Vétérinaires et de Protection de l'Environnement	180 200 872
57	Entretien, Décoration et Réparation d'ouvrages et édifices	4 744 077 308
58	Autres Services	103 374 995 076

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE VIII :**  
**TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT**

<b>CODE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>6</b>	<b>TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT</b>	<b>1 226 791 207 128</b>
61	Subventions	295 534 861 124
62	Rétrocessions	221 175 000 996
63	Interventions de l'Etat	652 120 178 498
65	Contributions internationales	17 253 261 701
66	Aides, Secours et Indemnisations	10 482 388 786
67	Charges sociales	16 115 270 736
68	Pensions et rentes / honorariat et éméritat	14 110 245 287

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original**  
**Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU**  
**Directeur de Cabinet**

**ANNEXE IX :  
EQUIPEMENTS**

<b>CODE</b>	<b>NATURE</b>	<b>MONTANT (EN FC)</b>
<b>7</b>	<b>EQUIPEMENTS</b>	<b>1 588 713 078 034</b>
71	Equipements et Mobiliers	21 010 943 654
72	Equipement de Santé	73 724 823 345
73	Equipements éducatifs, culturels et sportifs	3 072 921 363
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	12 022 257 081
75	Equipements de Construction et de Transport	39 545 353 543
76	Equipements de Communication	3 749 339 064
77	Equipements militaires	2 960 007 712
78	Contrat d'études	1 109 208 169 545
79	Equipements Divers	323 419 262 727

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**

**ANNEXE X :**  
**CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION**  
**D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE**

CODE	NATURE	MONTANT (EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 416 403 024 976
81	Construction d'ouvrages et d'édifices	625 536 046 045
82	Réhabilitation, Réfection et Addition d'ouvrage et d'édifice	790 394 560 024
83	Acquisition de Terrains	223 473 233
84	Acquisition de Bâtiments	248 945 674

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original**  
**Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU**  
**Directeur de Cabinet**

**ANNEXE XI:  
REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DE L'EXERCICE 2012**

N°	PROVINCE	COMBINAISON DES CATEGORIES			STRUCT (%)
		CATEGORIE A	CATEGORIE B	TOTAL	
1	KINSHASA	88 075 584 779	258 113 234 389	346 188 819 168	22,07
2	BAS-CONGO	34 698 860 220	133 312 183 801	168 011 044 022	10,71
3	BANDUNDU	2 344 513 859	87 263 246 988	89 607 760 847	5,71
4	EQUATEUR	2 338 300 719	73 530 271 622	75 868 572 341	4,84
5	PROVINCE ORIENTALE	9 413 574 320	88 267 516 529	97 681 090 849	6,23
6	NORD KIVU	16 721 787 356	67 498 479 086	84 220 266 441	5,37
7	MANIEMA	3 813 463 794	24 143 615 177	27 957 078 971	1,78
8	SUD KIVU	9 389 463 959	53 570 805 599	62 960 269 558	4,01
9	KATANGA	137 357 960 945	337 984 709 568	475 342 670 513	30,30
10	KASAÏ-OCCIDENTAL	3 736 403 967	72 336 265 983	76 072 669 949	4,85
11	KASAÏ-ORIENTAL	2 109 347 831	62 827 331 819	64 936 679 650	4,14
	<b>TOTAL</b>	<b>309 999 261 748</b>	<b>1 258 847 660 561</b>	<b>1 568 846 922 309</b>	<b>100</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 12/002 du 20 juillet 2012 pour l'exercice 2012.

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2012

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 24 juillet 2012**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Gustave BEYA SIKU  
Directeur de Cabinet**